



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt et un le 11 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 5 mai 2021, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

Mme SARRAUTE, M. BROSSARD, Mme GIROTTI, Mme MERCHADOU, M. CARREAU, M. SABOURAUD, M. SERAFFON, Adjoint, Mme PAIN-GOJOSSO, M. RIMARK, Mme GRANGEON, M. CASTETS, M. DURANT, Mme DUBOURG, Mme THEUIL, Mme BAUDERE, M. CARDOSO, Mme HOLGADO, M. RENAUD, Mme SENTIER, M. MOINET, Mme ZANA, M. GADRAT, Conseillers Municipaux.

Etaient excusées et représentées par pouvoir:

Mme HIMPENS à M. BROSSARD, Mme LUCKHAUS à Mme SARRAUTE, Mme BAYLE à M. BALDES

Etait absent:

M. ELIAS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HOLGADO est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 23
Conseillers votants : 26

Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

14 – TABLEAU DES EFFECTIFS - CONTRAT DE PROJET "CONSEILLER NUMÉRIQUE"

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3 II. ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

En application de l'article 3 II. de la loi n°84-53, les collectivités territoriales peuvent désormais, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent sous contrat dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite

de 6 ans.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

Considérant le dispositif « Conseiller Numérique France Services » et le souhait de la collectivité de développer le numérique au sein de la médiathèque afin de lutter contre la fracture numérique, d'accompagner tous les publics vers leur autonomie numérique et de promouvoir les nouvelles technologies et de nouveaux services.

Considérant les tâches à accomplir pour mener à bien ce projet :

- Accompagner individuellement les usagers de la médiathèque à :
 - o L'utilisation des ordinateurs et tablettes mis à leur disposition avec internet en libre accès, leur matériel personnel (ordinateur portable et/ou téléphone portable), la connexion avec le wifi.
 - o L'utilisation des ressources numériques de Biblio.Gironde (presse, vidéo, musique, autoformation, etc...) accessibles à distance pour toute personne inscrite à la médiathèque.
- Développer des animations à destination des familles, des jeunes et intergénérationnelles afin de sensibiliser le public à l'usage du numérique.
- Elaborer et suivre des ateliers d'initiation et de découverte de l'informatique par le biais des tablettes tactiles pour des publics non-initiés (enfants, adolescents, adultes, demandeurs d'emploi, seniors) : prise en main, navigation internet, bureautique, découverte des réseaux sociaux, gestion des mails.
- Maintenance de premier niveau des tablettes, veille et sélection des applications.
- Réaliser une veille sur des nouvelles technologies.
- Valorisation du site Facebook, du catalogue en ligne de la médiathèque, des ressources numériques et veille internet.
- Accompagner l'équipe dans l'utilisation des outils numériques.

relevant de la catégorie C, au grade d'Adjoint du Patrimoine.

L'agent devra justifier de connaissances en informatique et numérique, d'une maîtrise de l'outil informatique, des supports mobiles (tablettes, smartphones), des logiciels bureautiques et des réseaux sociaux.

Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer, assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- De créer à compter du 24 mai 2021 un emploi non permanent au grade d'adjoint du patrimoine relevant de la catégorie C à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires, pour une durée de 2 ans.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse dans la limite de 6 ans.

- D'autoriser M. le Maire à signer tout contrat, arrêté ou documents relatifs à ce recrutement.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°6 (Finances / Ressources Humaines) s'est réunie le 3 mai 2021 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 12/05/21
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20210511-64955-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Madame Béatrice SARRAUTE

